



Commission de coopération environnementale de l'Amérique du nord

Compte rendu de discussion de la session du Comité consultatif public mixte n° 02-02, tenue du 17 au 19 juin 2002 à Ottawa, au Canada

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord a tenu une session ordinaire du 17 au 19 juin 2002 à Ottawa, au Canada, dans le cadre de la IX^e session ordinaire du Conseil de la CCE.

Le présent compte rendu de discussion fait état des décisions prises par les membres du CCPM sur chaque point de l'ordre du jour, des activités à entreprendre et des responsabilités en matière de suivi. On trouve l'ordre du jour à l'annexe A, la liste des participants à l'annexe B, l'avis au Conseil n° 02-08 à l'annexe C et l'avis au Conseil n° 02-09 à l'annexe D.

On peut également se procurer le texte des comptes rendus de discussion, des avis du CCPM au Conseil et d'autres documents relatifs au Comité auprès du bureau de sa chargée de liaison, ou les consulter sur le site Web de la Commission, à l'adresse <<http://www.cec.org>>.

AVERTISSEMENT : Malgré le soin avec lequel le présent compte rendu a été établi, il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

NOTA : C'est avec beaucoup de tristesse que les membres du CCPM ont appris le décès soudain de M. John Wirth peu après la réunion d'Ottawa. Il faisait partie des premiers membres américains du Comité et représentait une source d'inspiration pour tous. C'est avec un profond respect que l'on fait ici état de ses interventions au cours de la séance.

Mot d'ouverture et tour d'horizon du président du CCPM

Le président du CCPM, M. Jon Plaut, souhaite la bienvenue à Ottawa à tous les participants et présente les trois nouveaux membres mexicains, M^{me} Adriana Nelly Correa et MM. Mindahi Crescencio Bastida et Carlos Sandoval. Il passe en revue le programme des trois jours et rappelle à l'assistance que le CCPM y a réservé une place pour que le public puisse participer à une séance de réseautage avant la partie de la session du Conseil qui lui sera ouverte. Il mentionne par ailleurs que M. Peter Berle arrivera le lendemain.

Adoption de l'ordre du jour provisoire

Les membres adoptent l'ordre du jour provisoire.

Observations de la directrice exécutive, M^{me} Janine Ferretti, et période de questions

Le président présente la directrice exécutive de la CCE, M^{me} Janine Ferretti, non sans l'avoir remerciée, au nom de tous les membres du CCPM, pour sa contribution aux réalisations de la CCE au cours des huit dernières années.

M^{me} Ferretti mentionne qu'elle fera un compte rendu détaillé lors de l'ouverture de la session du Conseil et qu'elle limitera donc le présent exposé aux recommandations du rapport que le Secrétariat a récemment publié, en vertu de l'article 13 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE), et qui traite des possibilités et des défis environnementaux découlant de l'évolution du marché nord-américain de l'électricité.

Invitée par le président à faire un bilan du traitement des communications de citoyens visées aux articles 14 et 15 de l'ANACDE, la directrice exécutive indique que le Secrétariat est en train de constituer sept dossiers factuels et exprime sa reconnaissance aux Parties d'avoir répondu aux demandes d'information en temps opportun. Elle fait état de la déception des membres du CCPM et des auteurs des communications face à la décision du Conseil de limiter la portée des dossiers factuels et de ne pas autoriser la tenue d'une consultation publique à ce sujet, et déclare que cela pourrait inciter le public et ces auteurs à remettre en question l'utilité du processus relatif aux communications de citoyens.

Un membre du CCPM lui demande où en sont rendus les trois pays en ce qui a trait à la conclusion d'un accord sur l'évaluation des impacts environnementaux transfrontaliers (EIET), rappelant que l'ANACDE obligeait les gouvernements à conclure un tel accord en 1997. Il ajoute que le rapport du Secrétariat sur l'électricité soulève encore cette importante question.

La directrice exécutive indique que l'on a établi les plus importants fondements d'un accord sur les EIET, mais qu'en raison de différences marquées entre les trois pays en matière constitutionnelle, celui-ci n'est pas encore conclu. Elle ajoute que tant que les Parties n'auront pas surmonté les obstacles juridiques, elles auront beaucoup de difficultés à réaliser des progrès dans ce domaine.

Comptes rendus des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux

Le président invite ensuite les représentants des comités consultatifs nationaux (CCN) et des comités consultatifs gouvernementaux (CCG) à exposer leurs activités.

Le représentant du CCN canadien passe en revue les trois derniers avis formulés par ce comité et qui concernent le plan de travail du Secrétariat, les articles 14 et 15 de l'ANACDE et le choix de sujets de discussion en prévision de la réunion des ministres de l'Environnement et du Commerce qui se tiendra en 2003. Il expose les priorités de travail que les membres se sont fixées, notamment les enjeux en matière d'énergie, l'économie et les ressources, la qualité de

l'environnement, la libéralisation du commerce et l'environnement, les efforts en vue d'inciter les provinces canadiennes qui n'adhèrent pas encore à l'ANACDE à prendre des mesures à cette fin.

Le représentant du CCN américain exprime tout d'abord ses remerciements à la directrice exécutive sortante et fait état des avis que son comité a formulés sur les trois mêmes sujets que le CCN canadien. Il mentionne que les membres du Comité s'efforcent le plus possible d'assister aux réunions de la CCE. Il souligne notamment les réductions budgétaires en cours à la CCE et préconise qu'elle s'acquitte des engagements initiaux en procédant à un examen quinquennal stratégique. Il incite la Commission à participer au Sommet mondial sur le développement durable, car elle sert d'exemple de concertation en matière d'environnement à l'échelle du continent, de gouvernance, de coopération Nord-Sud, de participation du public et d'application d'un processus novateur relativement aux communications de citoyens – des sujets qui ont tous de l'importance dans le cadre de ce sommet.

Le représentant du CCG américain rend compte des débats sur le chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et de la bataille pour gagner l'opinion publique. Il souligne qu'il est important de rassurer le public en prenant des décisions fermes qui démontrent les incidences positives de la coopération et de la libéralisation du commerce. Soutenant qu'il est temps que le Conseil agisse de façon décisive, il invite ce dernier à nommer un nouveau directeur exécutif dans les meilleurs délais et d'envisager une augmentation du budget de la CCE. Il suggère également que le Conseil active le processus visé au paragraphe 10(6) de l'ANACDE et qu'il cautionne l'application des principes de transparence et d'exécution de la loi au cours des discussions sur le chapitre 11 de l'ALÉNA. Le représentant du CCG américain estime également important de faire participer les peuples autochtones aux travaux de la CCE et déplore le fait que celle-ci n'ait pas poursuivi les premières activités entreprises dans le cadre du secteur de programme relatif à la conservation de la biodiversité. Il mentionne aussi que le CCG américain accorde beaucoup d'importance aux travaux relatifs aux facteurs environnementaux qui ont des répercussions sur la santé des enfants ainsi qu'à la législation et aux politiques, aux enjeux liés à l'eau douce et au registre des rejets et des transferts de polluants. En dernier lieu, il affirme qu'il faudrait garantir la participation du public à toutes les discussions visant à apporter des modifications à l'ALÉNA.

Un membre du CCPM demande au représentant du CCN canadien si celui-ci a fait des observations sur les enjeux entourant les articles 14 et 15 de l'ANACDE, ce à quoi le représentant répond que ce comité n'a pas encore effectué une telle démarche.

Séance plénière sur la gestion rationnelle des produits chimiques

Le président indique quel est le thème de cette séance plénière et rappelle aux participants que tous ceux qui se sont inscrits ont reçu un document de référence sur les possibilités de renforcement des capacités et de sensibilisation du public en matière de gestion rationnelle des produits chimiques (GRPC). Il invite ensuite le président du Groupe de travail sur la GRPC à dresser un bilan des activités orientées sur ces deux domaines.

À titre de référence, le gestionnaire du programme de GRPC donne un aperçu des plans d'action régionaux nord-américains (PARNA) et présente une vidéo sur l'expérience acquise au Mexique en ce qui a trait à l'élimination de l'emploi du DDT. La présidente du Comité consultatif d'experts sur la santé des enfants et l'environnement en Amérique du Nord rend compte des travaux de ce comité et un membre du CCPM fait état du dernier avis que celui-ci a formulé au Conseil concernant la GRPC.

Le président invite ensuite l'assistance à poser des questions et à faire des observations au cours de cette première partie de la séance plénière.

- Un représentant du public attire l'attention sur les effets toxiques et neurologiques du manganèse et recommande de ne pas l'utiliser à la place du plomb comme additif à l'essence.
- Une autre représentante du public demande si l'on surveille la présence de DDT dans l'eau et mentionne que ce n'est pas le cas pour le lac de Chapala. Elle informe aussi l'assistance que la Commission nationale de l'eau du Mexique ne met pas à la disposition du public les données qu'elle recueille dans le cadre de ses analyses.
- Un membre du Secrétariat de la CCE prenant la parole à titre personnel indique que les responsables du programme de GRPC ne se limitent pas aux seules substances qui appartiennent à liste des « douze salopards » choisis par le Conseil du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et qu'ils étudient avec soin des substances de remplacement. Il ajoute que les trois pays collaborent étroitement dans ce domaine et que le niveau de confiance qu'ils ont établi leur permet de mener cette étude en profondeur étant donné que les substances de remplacement peuvent s'avérer plus dangereuses que celles qu'elles visent à remplacer.
- Un représentant du public demande de quelle manière on a rémunéré les membres des collectivités qui ont participé aux activités liées à l'élimination du DDT présentées dans la vidéo. Un membre du Secrétariat répond que dans la région visée, les projets communautaires donnent traditionnellement lieu à du bénévolat, et que les organismes parrains ont assumé les frais de formation et de transport. Un autre participant déclare que même si le bénévolat est un facteur très important, les pouvoirs publics et les organismes de financement devraient percevoir la participation du public comme un investissement et non comme une dépense.
- Une représentante du public remet en question la gestion des produits chimiques en affirmant qu'il faudrait plutôt envisager leur élimination. À l'appui de ses dires, elle signale que les centrales électriques alimentées au charbon contribuent grandement aux émissions de mercure et de plomb dans l'atmosphère. Elle invite la CCE à jouer un rôle de leadership à cet égard en réclamant la fermeture de ce type de centrales.
- Un autre représentant du public aborde la question des effets que les polluants présents dans la nourriture ont sur la santé des enfants. La présidente du Comité consultatif d'experts mentionne que ce dernier a avancé ses travaux à ce sujet et qu'il examinera ses conclusions en compagnie du Conseil.

Séance du CCPM sur les possibilités de renforcement des capacités et de sensibilisation du public en matière de GRPC

Un membre du CCPM, M^{me} Merrell Anne Phare, et un membre du Groupe de travail sur la GRPC, M^{me} Rocio Alatorre, ouvrent la séance et invitent ensuite l'assistance à faire des interventions. Cette séance donne lieu aux observations suivantes :

- Le renforcement des capacités soulève des enjeux complexes et nombreux, notamment l'accès aux ressources financières, les relations humaines, l'amélioration des outils analytiques, la recherche scientifique, les techniques et les pratiques exemplaires.
- Le Groupe de travail sur la GRPC a élaboré une stratégie de sollicitation de fonds afin d'étendre des activités comme la surveillance environnementale au sein des collectivités.
- Il faut multiplier les efforts visant à éliminer les substances toxiques que les entreprises laissent sur place lorsqu'elles ferment des usines. Au Mexique, par exemple, le chrome hexavalent présent dans l'eau potable cause de graves problèmes.
- Le renforcement des capacités est lié à l'accès à de l'information fiable et pertinente.
- Les entreprises pourraient consacrer davantage de ressources, à titre de moyen fondamental de gestion, pour que l'information soit plus largement accessible au public. À la suite des événements du 11 septembre, on constate une tendance de plus en plus forte à retenir l'information.
- Le Mexique n'est pas un gros fabricant de produits chimiques mais un gros importateur, et il a besoin de mieux inventorier les substances que l'on y importe.
- Étant donné que l'information est autant détenue par les pouvoirs publics que par le secteur privé, des personnes et des collectivités (p. ex., les peuples autochtones), sa divulgation exige différentes approches.
- Il faut disposer de ressources pour entreprendre des activités concertées avec les peuples autochtones afin de mieux saisir leur optique du développement durable. Il est particulièrement inquiétant de voir que ces peuples sont de plus en plus marginalisés et qu'ils perdent les fondements de leurs connaissances.
- Le principe de gestion des produits chimiques ne tient pas compte de la gravité des problèmes que suscitent ces produits, et on insiste fortement pour que ce principe ne touche pas le renforcement des capacités. Il faut que la prévention de la pollution favorise l'utilisation et le transfert des meilleures techniques existantes.
- Le nouveau PARNA relatif à la surveillance et à l'évaluation environnementales doit servir de cadre et de « tribune » afin que le public puisse collectivement trouver des possibilités de renforcer ses capacités et arriver à constituer un groupe d'intérêt élargi.
- La radio et la télévision doivent servir à diffuser l'information, car de nombreuses personnes n'ont pas accès à celle qu'offre le réseau Internet. Les pouvoirs publics devraient aussi établir un réseau permanent qui traiterait de questions environnementales. Des activités intéressantes sont en cours dans d'autres pays, notamment le Brésil, et il faudrait savoir en quoi elles consistent.
- On devrait exercer une surveillance durant tout le cycle de vie des substances.
- Les transferts technologiques ne font généralement qu'exporter les problèmes, et l'application du principe de durabilité devrait donner lieu à un choix des techniques les plus adéquates qui soient. Pour l'instant, ces transferts n'ont qu'une visée commerciale et font le plus souvent davantage de mal que de bien.

Séance du CCPM sur les possibilités de sensibilisation du public en matière de GRPC

Un membre du CCPM, M^{me} Laura Silvan de Durazo, et un membre du Groupe de travail sur la GRPC, M. James Riordan, ouvrent la séance et invitent ensuite l'assistance à faire des interventions. Cette séance donne lieu aux observations suivantes :

- La langue et le manque de documents traduits sont des facteurs importants. Par exemple, de nombreux peuples autochtones ne sont pas en mesure de lire les documents que produit la CCE.
- La CCE devrait former un comité qui se pencherait sur les meilleurs moyens de communiquer avec les peuples autochtones et de les faire participer à ses activités.
- Le renforcement des capacités est lié à la sensibilisation, car l'un ne va pas sans l'autre.
- Il faudrait déployer des efforts pour que les administrations locales prennent davantage part aux activités. Au Canada, par exemple, la Fédération canadienne des municipalités a notamment pour objectif de promouvoir la responsabilité environnementale. Il serait judicieux d'entrer en relation avec cette fédération.
- On doit offrir des moyens d'action à la population. Le renforcement des capacités, la sensibilisation, la langue et le savoir traditionnel sont interdépendants. Dans le nord du Canada, notamment, les champs d'activité auxquels se consacre la CCE pourraient être intégrés dans le programme de cours des collèges communautaires.
- La CCE entreprendrait une démarche vraiment positive en faisant appel aux institutions d'enseignement existantes et en étayant d'éléments de connaissance les programmes de cours de ces institutions.
- On devrait diffuser de l'information dans un langage non spécialisé.
- Il faudrait instaurer des programmes de « formation des formateurs » en association avec les institutions d'enseignement. Lorsqu'ils sont adéquatement formés, les étudiants représentent une ressource précieuse.
- Il est également très important de disposer de documents de sensibilisation informels pour véhiculer de l'information aux populations touchées par différents problèmes.
- La surveillance environnementale est un champ d'activité auquel les populations locales peuvent participer directement en vue de créer une base d'information.
- Il faudrait encourager les échanges entre les organisations non gouvernementales (ONG) et le milieu universitaire, car les ONG sont en mesure de diffuser de l'information dans un langage non spécialisé.

Séance du CCPM sur le chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain

Le président ouvre la séance en mentionnant que le CCPM a décidé de s'intéresser à cette question en raison des inquiétudes grandissantes du public et à la suite de discussions qu'il a tenues à l'interne à ce sujet. Il présente ensuite un membre de l'Institut international du développement durable, M. Aaron Cosby, qui est l'auteur d'un document de travail commandé par le CCPM pour susciter le dialogue au cours de la présente séance. Ce document a été préalablement mis à la disposition du public.

Après que M. Cosby eut présenté le document en question, un dialogue s'établit entre les membres du CCPM et l'assistance et il donne lieu à la formulation des observations suivantes :

- Il existe un lien direct entre les obligations qu'impose au Conseil le paragraphe 10(6) de l'ANACDE et les travaux de la Commission du libre-échange constituée en vertu de l'ALÉNA. On doit noter que des études et des travaux sont menés sur le chapitre 11 de cet accord sans que l'on fasse appel à la CCE, et ce, contrairement à ce que prescrit le paragraphe 10(6) de l'ANACDE.
- On critique fréquemment le fait que les dispositions du chapitre 11 portent atteinte à la souveraineté des pays signataires de l'ALÉNA. Pour quelle raison a-t-on besoin d'un chapitre régissant les investissements dans un accord commercial qui accorde des droits sans imposer d'obligations connexes?
- Les entreprises pâtissent également des incidences de ces dispositions. On donne aux conseillers juridiques d'entreprises la latitude d'obtenir des choses qui vont à l'encontre de l'intérêt public. Les risques encourus restreignent les investissements dans le développement durable et dans des domaines comme la réduction des déchets.
- Un nombre suffisant d'actions en justice motive la modification du chapitre 11.
- Pour le moment, aucun consensus ne permet d'envisager une telle modification, et il faut laisser au processus judiciaire la possibilité de susciter un ensemble de causes jurisprudentielles.
- Le paragraphe 10(6) de l'ANACDE impose des obligations au Conseil et on devrait dire à ce dernier de « faire son travail ».
- Quelles sont les incidences du chapitre 11 sur les terres qui appartiennent aux Autochtones? Dans l'Arctique canadien, des centaines de milliers de kilomètres carrés de terres appartiennent aux Inuits en vertu de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut. On délivre des permis à des sociétés étrangères pour qu'elles y entreprennent une variété d'activités.
- Le pouvoir dont disposent les entreprises déroge aux lois nationales et porte atteinte à l'intégrité de l'environnement. Des dizaines de causes sont en instance et le chapitre 11 a entravé toute action du Canada. C'est maintenant au tour des États-Unis de faire face à une telle situation, et il faut espérer que cela les incitera à agir, car il s'agit d'un cas de politique publique. Le CCPM et la société civile devraient fulminer de voir les entreprises recevoir des compensations alors que les lois nationales interdisent leurs activités.
- Le CCPM peut être le porte-parole de la population, car il constitue un lien direct avec le Conseil. Il devrait aussi servir d'intervenant désintéressé dans le cadre de l'action en justice que la société Crompton Inc., un fabricant américain de produits chimiques, envisage d'intenter contre le gouvernement canadien en raison des restrictions que celui-ci a imposées à l'égard du lindane, un pesticide toxique et persistant.
- Les tribunaux ont la compétence voulue pour examiner ces actions et on doit attendre qu'elles donnent lieu à une jurisprudence. Le chapitre 11 engendre beaucoup de méfiance et il faut constituer un groupe de travail pour mener une étude approfondie. Les plaintes que logent les sociétés commerciales dépassent les bornes.
- Le manque de participation du public est affolant. Le gouvernement fédéral délivre des permis d'exploitation le long de la frontière mexicaine sans procéder à des évaluations des impacts environnementaux et sans que les administrations locales en soient avisées.
- Les gouvernements consacrent des ressources publiques déjà restreintes pour se défendre contre les investisseurs qui portent atteinte à l'environnement.

- Il est difficile de savoir par où commencer en vue d'élaborer des règles juridiques de fond pour contrôler les actes de soustraction aux prescriptions. Ce degré d'incertitude est inacceptable dans quelque système judiciaire que ce soit.
- On entre dans une période de nouvelle jurisprudence et il serait hasardeux de condamner d'avance sans disposer d'un ensemble de lois. Le défi consiste à agir de façon conséquente. Les investissements peuvent ouvrir la voie au commerce et les participants à des groupes de discussion sont des arbitres qualifiés.
- L'ensemble du processus n'est pas sans fondement. On peut percevoir ces dispositions comme des moyens d'exporter la primauté du droit américain vers d'autres territoires (en accordant aux investisseurs étrangers la même protection qu'aux investisseurs nationaux) dans le but de propager les principes du développement économique et de la protection environnementale. Bien entendu, il faut apporter certaines améliorations, mais sans se précipiter, car le fait d'agir prématurément dans ce sens peut ralentir l'amélioration de la qualité de vie de la population.
- Les répercussions du chapitre 11 ne font pas l'unanimité et certains craignent que toute tentative de modification de ses dispositions en affaiblisse la portée.
- Le seul moyen de se donner de nouvelles priorités consiste à sensibiliser le public. Au bout du compte, les décisions se prendront au sein d'autres tribunes. Il faut donner un aspect humain aux problèmes environnementaux et l'indignation forcera des changements aux politiques publiques.
- Pourquoi doit-on attendre? Si nos enfants subissent les conséquences d'un « déroutement » des fonds publics pour que les gouvernements puissent faire face aux coûts pharamineux de ces plaintes, nous serons alors plus inquiets. Les pseudo-avantages des investissements sont si « transparents » qu'on ne les perçoit même pas à l'échelle des collectivités.

Discussion sur un avis éventuel au Conseil concernant les possibilités de renforcement des capacités et de sensibilisation du public en matière de GRPC

Les membres du CCPM adoptent l'avis au Conseil n° 02-10 (voir l'annexe D).

Suivi : Conseil

Discussion sur un avis éventuel au Conseil concernant le chapitre 11 de l'ALÉNA

Les membres du CCPM entreprennent une discussion aussi étendue que variée sur cette question, ce qui dénote sa complexité. Ils conviennent d'ébaucher un avis qui sera transmis au groupe de travail connexe du Comité pour fin d'examen, après quoi, tous les membres décideront s'il y a lieu de le présenter au Conseil.

Suivi : groupe de travail du CCPM, membres du CCPM et Conseil

Suivi de la session du Conseil

Les membres conviennent que le président adresse une lettre au Conseil pour lui demander de quelle manière il entend réagir à la recommandation du CCPM sur l'encadrement et le suivi des dossiers factuels. Ils prévoient également d'y exprimer leur déception que le Conseil ait choisi de

ne pas reconsidérer sa décision de reporter l'examen public de la limitation de la portée de ces dossiers.

Suivi : président du CCPM et Conseil

Sommet mondial sur le développement durable

Les membres conviennent que le président adresse une lettre au Conseil pour lui exprimer la déception du CCPM au sujet de sa décision selon laquelle la CCE ne sera pas représentée directement au Sommet mondial sur le développement durable, et pour suggérer des thèmes que les trois pays pourraient présenter dans le cadre de leur participation à ce sommet.

Suivi : président du CCPM et Conseil

Rapport du Secrétariat sur le marché de l'électricité

Pour mémoire, un membre du CCPM, M^{me} Donna Tingley, fait la déclaration suivante : « L'organisme que je représente, la *Clean Air Strategic Alliance*, est en train d'élaborer une méthode de gestion qui comprend des normes sur la qualité de l'air à l'intention des centrales électriques de l'Alberta. Étant donné que je dois rester neutre au cours de ce processus, je ne serai pas en mesure de participer à la discussion visant à formuler une recommandation à ce sujet ».

À la suite d'une discussion, les membres estiment qu'il s'agit d'un sujet aussi opportun qu'essentiel, mais qu'il serait prématuré que le CCPM formule un avis sur la recommandation. Le Comité suivra de près les progrès et la réponse à la recommandation et examinera à nouveau ce sujet au cours de sa prochaine session ordinaire.

Suivi : membres du CCPM

Nomination et rotation des membres du CCPM au sein des groupes de travail

Les membres décident de former les groupes de travail suivants :

Qualité de l'air : MM. Cam Avery, Peter Berle et Steve Owens et M^{me} Laura Silvan de Durazo

Secteur privé et développement durable : MM. Cam Avery, Jon Plaut et Carlos Sandoval

Eau douce : M. Mindahi Crescencio Bastida et M^{mes} Merrell-Anne Phare et Donna Tingley

Conservation de la biodiversité : M^{mes} Adriana Nelly Correa et Liette Vasseur et un représentant américain à déterminer

Santé des enfants : M^{me} Serena Wilson se joint aux membres du groupe de travail

Prochaines réunions du CCPMLes 3 et 4 octobre à Santa Fe, au Nouveau-Mexique

Session ordinaire du CCPM

Séance publique destinée à examiner l'étude du Secrétariat sur l'eau douce

Les 9 et 10 décembre à Monterrey, au Nuevo León

Session ordinaire du CCPM

Séance publique sur les mécanismes financiers et l'environnement

Commentaires des observateurs

Un représentant du public attire l'attention sur un article qu'il a rédigé au sujet du chapitre 11 de l'ALENA. Il souligne particulièrement que la Commission du libre-échange a publié sa première interprétation, en juillet dernier, d'une question de fond concernant l'expropriation qui renversait la décision d'un tribunal. Il déclare respectueusement être en désaccord avec une intervention, faite durant la séance plénière, selon laquelle les décisions prises jusqu'à présent n'ont eu aucune conséquence grave. À l'appui de son désaccord, il cite les décisions prises à l'égard des sociétés Metalclad et SD Myers qui, selon lui, s'avèrent « absolument erronées ». Il dit appuyer les efforts du CCPM visant à ce que le public participe aux discussions sur le chapitre 11, et commente élogieusement les visées de transparence et d'universalité que soutiennent des interprétations de spécialistes en la matière.

Une autre personne se dit préoccupée par le fait que les affaires économiques et environnementales prennent des directions différentes, et recommande fortement de recourir au développement durable pour concilier ces deux domaines. Elle affirme en outre que le Conseil devrait se préoccuper de principes moraux et non pas seulement d'interprétation juridique.

Une autre observatrice félicite le CCPM pour ses démarches visant à faire participer le public aux discussions sur le chapitre 11. En premier lieu, elle fait état de la série de documents que la CCE a élaborée sur le commerce et l'environnement ainsi que sur l'eau. En deuxième lieu, elle mentionne un document que le Sierra Club du Canada a publié sur le rôle du secteur privé en matière de développement durable et qui fait la mise en garde suivante : si l'on invite le secteur privé à participer, on s'expose à des différends commerciaux. En troisième lieu, elle informe les membres du CCPM que les ONG représentées à la session publieront un communiqué soulignant les responsabilités que le paragraphe 10(6) de l'ANACDE impose au Conseil.

Un autre représentant du public dit comprendre que le CCPM soit frustré que le Conseil ignore ses recommandations, et se demande à quoi servent ses efforts si le Conseil ne donne même pas suite à ses avis. Il ne s'agit que de vœux pieux et l'environnement passe manifestement au deuxième plan, derrière le commerce et les investissements. Il incite vivement le CCPM à ne pas délaissier la question du suivi des dossiers factuels.

Une autre observatrice exprime l'espoir que le CCPM continue de défendre la cause des citoyens préoccupés par les enjeux que suscitent l'eau et la santé humaine. Elle se dit inquiète de constater que le développement durable est désormais axé sur la réalisation de profits.

Une autre participante suggère que l'on rende hommage aux entreprises qui disposent d'un système de gestion de l'environnement, car elles contribuent aux objectifs en matière de GRPC. Un tel hommage récompenserait leurs efforts. Elle considère également effrayante la possibilité que le secteur privé puisse intimider les gouvernements en évoquant des différends relatifs aux investissements. Elle conclut en mentionnant qu'elle adressera une lettre au Conseil afin que la CCE soit représentée au Sommet mondial sur le développement durable.

Un autre représentant du public, qui préconise depuis longtemps de rémunérer les membres du CCPM, suggère, pour le moins, que le président touche des appointements. Il se dit inquiet qu'à un moment donné, les membres ne puissent plus consacrer autant de temps à leurs fonctions de façon bénévole. Il cautionne la nécessité de rétablir le financement que la CCE devait recevoir à l'origine, soit cinq millions de dollars américains par pays. En dernier lieu, il invite le secteur privé à commencer de contribuer à l'atteinte des objectifs établis en matière de GRPC.

Un dernier observateur affirme que même si la démarche du CCPM visant à faire participer le public constitue un bon point de départ, il faudra faire davantage. Selon lui, le CCPM est en mesure de s'exprimer, mais il ne peut « donner un coup de massue ». Il soutient, par ailleurs, que ces grosses réunions sont trop chargées et coûtent cher, que les réseaux d'ONG devraient travailler de concert avec le secteur privé et d'autres intervenants, que trois minutes par année ne sont pas suffisantes.

Levée de la séance

Le président remercie les membres, les participants, les interprètes et le personnel du CCPM et lève la séance.

Rédigé par Lorraine Brooke

ADOPTÉ PAR LES MEMBRES DU CCPM LE 22 JUILLET 2002



**Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord
IXe session ordinaire du Conseil et réunions du Comité consultatif public mixte (CCPM)
du 17 au 19 juin 2002**

**Hôtel Château Laurier
1, rue Rideau
Ottawa (Ontario) Canada
Téléphone : (613) 241-1414 • Télécopieur : (613) 562-7031**

Programme des activités ouvertes au public (en date du 10 juin 2002)

Le dimanche 16 juin 2002

18 h 00 à 20 h 00 **Accréditation des participants** (*Hall du Grand salon*)

Le lundi 17 juin 2002 (*Les réunions auront lieu dans le Salon canadien, situé à l'étage inférieur*)

8 h 00 à 20 h 00 **Accréditation des participants**

9 h 00 à 10 h 00 **Ouverture de la session ordinaire n° 02-02 du CCPM**

- Mot de bienvenue et tour d'horizon, par M. Jon Plaut, président du CCPM
- Approbation de l'ordre du jour provisoire
- Observations de Mme Janine Ferretti, directrice exécutive de la CCE
- Rapport des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux
- Période de questions

10 h 00 à 11 h 15 **Séance plénière sur la gestion rationnelle des produits chimiques (GRPC)**

- Introduction, par M. William Sanders, président du Groupe de travail sur la GRPC
- Aperçu des Plans d'action régionaux nord-américains, par M. José Carlos Tenorio, gestionnaire de programme de la GRPC
- Introduction, par Hernando Guerrero, directeur du Bureau de Liaison du Mexique, et présentation d'une vidéo sur la suppression de l'utilisation du DDT au Mexique
- Vue d'ensemble de la situation de la santé des enfants et de l'environnement, par Irena Buka, Présidente du Comité consultatif d'experts sur la santé des enfants et l'environnement en Amérique du Nord
- Présentation du dernier avis au Conseil du CCPM sur la GRPC, par Steve Owens, membre du CCPM
- Période de questions

11 h 15 à 11 h 30 **Pause**

11 h 30 à 13 h 00 **Session du CCPM sur le renforcement des capacités dans le domaine de la GRPC**

- Introduction, par Merrell-Ann Phare, membre du CCPM, et par Rocio Alatorre, représentant du Groupe de travail de la GRPC
- Participation publique

13 h 00 à 14 h 30 **Déjeuner (non offert)**

14 h 30 à 16 h 00 **Session du CCPM sur la sensibilisation dans le domaine de la GRPC**

- Introduction, par Laura Silván de Durazo, membre du CCPM, et par James Riordan, représentant du Groupe de travail de la GRPC
- Participation publique

16 h 00 à 16 h 30 **Pause**

16 h 30 à 18 h 00 **Séance de réseautage à l'intention du public***

18 h 00 à 20 h 00 **Réception de bienvenue** (*Salle Adam*)

Programme préliminaire des activités ouvertes au public

Le mardi 18 juin 2002 (Les réunions auront lieu dans la Salle de bal, située au rez-de-chaussée)

- 8 h 00 à 17 h 00** **Accréditation des participants**
- 9 h 40 à 10 h 20** **Ouverture officielle de la IX^e session ordinaire du Conseil de la CCE**
- Mots de bienvenue
 - M. David Anderson, ministre de l'Environnement du Canada
 - M. Victor Lichtinger, secrétaire à l'Environnement et aux Ressources naturelles du Mexique
 - Mme Christine Todd Whitman, administratrice de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis
 - Rapport de Mme Janine Ferretti, directrice exécutive de la CCE
- 10 h 20 à 10 h 30** **Pause**
- 10 h 30 à 12 h 30** **Session du CCPM sur le chapitre 11 de l'ALÉNA**
- Aperçu, par M. Jon Plaut, président du CCPM
 - Présentation, par (à confirmer)
 - Intervention du public
- 12 h 30 à 15 h 00** **Déjeuner (non offert)**
- 15 h 00—17 h 00** **Partie publique de la session du Conseil**
- Ouverture de la partie publique
 - Allocution d'ouverture, par M. David Anderson, ministre de l'Environnement du Canada
 - Présentation du déroulement de la session, par M. Jon Plaut, président du CCPM
 - Résumé de la Session du CCPM sur le renforcement des capacités et la sensibilisation dans le domaine de la GRPC, par Merrell-Ann Phare et par Laura Silván de Durazo
 - Présentations orales, par des intervenants choisis, suivies des commentaires des membres du Conseil sur les thèmes suivants :
 - Environnement et commerce
 - Conservation de la biodiversité
 - Polluants et santé
 - Droit et politiques de l'environnement
 - Obligations spécifiques en vertu de l'ANACDE
 - Interventions du public
 - Présentations, par des rapporteurs choisis, des résultats de la session sur le réseautage
 - Levée de la partie publique de la session
 - Mot de la fin, par M. David Anderson, ministre de l'Environnement du Canada; M. Victor Lichtinger, secrétaire à l'Environnement et aux Ressources naturelles du Mexique; Mme Christine Todd Whitman, administratrice de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis
- 17 h 00 à 17 h 30** **Pause**
- 17 h 30 à 18 h 30** **Session ordinaire n^o 02-02 du CCPM****
- Discussion sur des avis éventuels au Conseil
 - Commentaires des observateurs

Le mercredi 19 juin 2002 (Les réunions auront lieu dans la Salle de bal, située au rez-de-chaussée)

- 9 h 00 à 12 h 00** **Accréditation des participants**
- 9 h 30 à 12 h 00** **Session ordinaire n^o 02-02 du CCPM****
- Suivi de la session du Conseil
 - Questions administratives
 - Commentaires des observateurs
- 12 h 30** **Levée de la séance**

** Séance ouverte au public à titre d'observateur.

Liste des participants – Lista de participantes - List of Participants

Neuvième session ordinaire du Conseil, 17, 18 et 19 juin 2002, Ottawa, Canada
Novena sesión ordinaria del Consejo, 17, 18 y 19 de junio de 2002, Ottawa, Canadá
Ninth Regular Session of the Council, June 17, 18 and 19, 2002, Ottawa, Canada

Andrea Abel

NAFTA Program Specialist
National Wildlife Federation
44 East Avenue Suite 200
Austin, Texas 78701
USA
Tel: 512 476 9805
Fax: 512 476 9810
E-mail: abel@nwf.org

Vasant Akala

Professor
Tec de Monterrey
Campus Estado de México
Carretera Lago de Guadalupe Km. 3.5
Col. Margarita Maza de Juarez
Atizapan de Zaragoza
Estado de México 52926
México
Tel: 011 52 5 864 5555 ext 3190
Fax: 011 52 5 864 5651
E-mail: aakala@campus.cem.itesm.mx

Leonor Alvarado-Splinter

Environmental Projects Coordinator
Canadian Institute of Child Health
384 Bank Street, Suite 300
Ottawa, Ontario K2P 1Y4
Canada
Tel: 613 230 8838 ext 243
Fax: 613 230 6654
E-mail: lalvarado@cich.ca

Will Amos

Analyst
Environment Canada
10 Wellington St.
Hull, Quebec K1A 0H3
Canada

Siobhan Baker

Consultant
RR #2
Lanark, Ontario K0G 1K0
Canada
Tel: 613 259 3297
Fax: 613 259 5711
E-mail: siobhan@superaj.com

Kevin Banks

Director
Human Resources Development Canada
Hull, Québec
Canada
Tel: 819 997 4621
Fax: 819 953 8494
E-mail: kevin.banks@hrdc-drhc.gc.ca

Olga Barrat

Research Scientist
Barrat and Associates Inc. Environmental
Research and Consulting
5646 Honeysuckle Place
North Vancouver
British Columbia V7R 4S4
Canada
Tel: 604 987 2948
Fax: 604 987 3394
E-mail: obarrat@telus.net

Beatriz Barraza Roppé

Director of Health Promotion
Colaborativo SABER
4581 Adair St.
San Diego, California 92107
USA
Tel: 619 225 8247
Fax: 619 225 8045
E-mail: bearoppe@pacbell.net

Madeleine Bélanger
Senior Advisor, Market Place
Industry Canada
235 Queen St.
Ottawa, Ontario K1A 0H5
Canada
Tel: 613 941 3852
E-mail: belanger.madeleine@ic.gc.ca

Astredd Bernstorff
Vice President
Santa Elena Coffeeco, Inc.
P.O. Box 12061
Austin, Texas
USA
Tel: 512 846 2908
Fax: 512 846 2710

Pilar Bolaños
Media Relations Officer
Embassy of Mexico
45 O'Connor Street
Ottawa, Ontario K1P 1A4
Canada

Lorraine Brooke
Consultant
3745, St-Jacques West, Suite 220
Montreal, Québec H4C 1H3
Tel: 514 934 1218

Timothy H. Brown
Co-Director
Delta Institute
53 W. Jackson Blvd. Suite 1604
Chicago, Illinois 60604
USA
Tel: 312 554 0900
Fax: 312 554 0193
E-mail: thbrown@delta-institute.org

Irina Buka
Child Health Clinic Misericordia Hospital
16940 87 Ave.
Edmonton, Alberta T5R 4H5
Canada
Tel: 780 930 5731
Fax: 780 930 5794
E-mail: ibuka@cha.ab.ca

Charles Caccia
M.P.
Parliament of Canada
Centre Block, House of Commons 353-S
Ottawa, Ontario K1A 0A6
Canada
Tel: 613 992 2632
Fax: 613 995 8202
E-mail: caccic0@parl.gc.ca

Jake Caldwell
Program Manager, Trade & Environment
National Wildlife Federation
1400 16th St. NW
Washington, DC 20036
USA
Tel: 202 939 3302
Fax: 202 797 5486
E-mail: caldwell@nwf.org

Alejandro Callejas
Director Adjunto
Centro de Estudios para la Sustentabilidad,
Universidad Anáhuac de Xalapa
Obreros Textiles 57-6
Xalapa, Veracruz 91060
México
Tel: 011 52 228 818 4843
Fax: 011 52 228 818 4843
E-mail: alecallejas@infosel.net.mx

Diane Campeau
Vice Presidente
Fondation les Oiseleurs du Québec
244 Pine Beach
Dorval, Québec H9S 2V5
Canada
Tel: 514 636 7057
Fax: 514 633 4013
E-mail: gire@globetrotter.net

Gustavo Carvajal

Partner
Solorzano, Carvajal, Gonzalez & Perez Correa,
SC
San Bernabé 389
México, DF 10200
México
Tel: 011 52 555 595 2424
Fax: 011 52 555 595 4789
E-mail: gustavo.carvajal@solcarga.com.mx

Josefina María Cendejas

Vicepresidente
ECOMORELIA, A.C.
Evaristo Molina 41
Morelia, Michoacán 58190
México
Tel: 011 52 443 316 9137
Fax: 011 52 443 326 8024
E-mail: jguizar@zeus.umich.mx

Julie Charbonneau

Policy Manager, Environment and Human
Health
Environment Canada
10 Wellington Street 22nd Floor
Hull, Québec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 953 3392
Fax: 819 953 7632
E-mail: julie.charbonneau@ec.gc.ca

Bak Chauhan

Manage, Technology Development
Aurora Research Institute
PO Box 1450, 191 Mackenzie Road
Inuvik, Northwest Territories X0E 0T0
Canada
Tel: 867 777 4628
Fax: 867 777 4264
E-mail: bak_chauhan@gov.nt.ca

Alfonso Cipres Villarreal

Presidente
Movimiento Ecologista Mexicano, A.C.
Calzada Guadalupe 120 Edif. 5 Depto. 004 Ex.
Hda. Coapa
México, D.F. 14300
México
Tel: 011 525 678 0487
Fax: 011 525 684 3241
E-mail: memac@prodigy.net.mx

John Clare

Policy Analyst
National Liberal Caucus Research Bureau
120 Wellington Suite 320
Ottawa, Ontario K1A 0A6
Canada
Tel: 613 996 6498
Fax: 613 996 2551
E-mail: clarej@parl.gc.ca

Joe Comartin

Member of Parliament
House of Commons
853 Windermere Rd.
Windsor, Ontario N8Y 3E3
Canada
Tel: 519 253 1606
Fax: 519 988 0152
E-mail: comarj@parl.ca

Aaron Cosbey

International Institute for Sustainable
Development (IISD)
Associate & Senior Advisor
1558 - 2nd avenue
Rossland, B.C. V0G 1Y0
Canada
Tel: 250 362 7010
Fax : 250 206 0683
E-mail: acosbey@iisd.ca

Aline Cusson

629 Cherrier
Ile Bizard, Québec H9E 1J8
Canada
Tel: 514 626 2197
Fax: 514 626 2197

Celine Cusson

Conseillère - Conformité, Politiques,
Législation
Hydro Québec
75 boul. René Levesque ouest, Etage 02
Montréal, Québec H2Z 1A4
Canada
Tel: 514 289 2211 ext 5067
Fax: 514 289 4977
E-mail: cusson.celine@hydro.qc.ca

Elizabeth De la Rosa

Fuerza Forestal, A.C.
Calle Mar #38 Col. Santa Monica
Santiago de Queretaro, Queretaro 76138
México
Fax: 011 52 442 195 7113
E-mail: fuerzaforestal@aol.com

Joe de Leon

Sociedad de Amigos del Lago
APDO 908
Chapala, Jalisco 45900
México
Tel: 011 52 376 766 2560
Fax: 011 52 376 766 2560
E-mail: jdeleon@laguna.com.mx

Donald Dean

Senior Researcher
Senate of Canada
Rm. 229 East Block
Ottawa, Ontario K1A 0A4
Canada
Tel: 613 947 1921
Fax: 613 943 1995
E-mail: amesbd@sen.parl.gc.ca

André Delisle

President
Transfert Environnement
965, rue Newton, bureau 256
Québec, Québec G1P 4M4
Canada
E-mail: adelisle@transenvironnement.qc.ca

Quentin Dodd

President, Campbell River Estuary, Watershed
Soc.
Campbell River Environmental Council
1086 Ash Street
Campbell River
British Columbia V9W 1G5
Canada
Tel: 250 923 3106
E-mail: noseyyq@island.net

Eve Dufresne

Cercle Québécois des affaires internationales
14 Saint-Denis Suite 10
Québec, Québec G1R 4B5
Canada
Tel: 418 641 3000 ext 6490
Fax: 418 641 3059
E-mail: eve_dufresne@enap.quebec.ca

Dennis A. Durrant

Principal
The AMD Consultancy
572 Westminster Avenue
Ottawa, Ontario K2A 2V3
Canada
Tel: 613 294 5114
E-mail: ddurrant@sympatico.ca

Stewart A.G. Elgie

Executive Director and General Counsel
Canadian Boreal Trust
249 McLeod Street
Ottawa, Ontario K2P 1A1
Canada
E-mail: selgie@borealtrust.ca

Christine Elwell

Sr. Legal and Policy Analyst
CIELAP
517 College St. No. 400
Toronto, Ontario M6G 1X1
Canada
Tel: 416 923 3529 ext 25
Fax: 416 923 5949
E-mail: christine@cielap.org

Wendy Enright

Policy Analyst
Environment Canada
10 Wellington Street 22nd Floor
Hull, Québec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 994 1657
Fax: 819 953 7632
E-mail: wendy.enright@ec.gc.ca

Fernando Espinosa

First Secretary for Economics Affairs
Embassy of Mexico
45 O'Connor Street
Ottawa, Ontario K1P 1A4
Canada
Tel: 613 233 8988
Fax: 613 235 9123
E-mail: espinosa@embamexcan.com

Araceli Espinoza Márquez

Docente
Benemérita Universidad
Autónoma de Puebla
Av. San Claudio y Bulevar de la 22 sur
Col. San Manuel, Ciudad Universitaria
Puebla, Puebla 72560
México
Tel: 011 52 222 235 5410
Fax: 011 52 222 243 8575
E-mail: araceli_espinoza_mx@yahoo.com /
aryesm@yahoo.com

John Faust

3327 Eagle Ridge Drive
Sierra Vista, Arizona 85650-6631
USA
Tel: 520 378 4937
E-mail: wjfaust@mindspring.com

Peter Fawcett

Department of Foreign Affairs and International
Trade
Lester B. Pearson Building, 125 Sussex Drive
Tower
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada

Danielle Fidler

Attorney Advisor
U.S. EPA - Office of General Counsel,
International Environmental Law Office
1200 Pennsylvania Ave. NW MC-2313A
Washington, DC 20460
USA
Tel: 202 564 0660
E-mail: fidler.danielle@epa.gov

Mark Fisher

Department of Foreign Affairs and International
Trade
Lester B. Pearson Building, 125 Sussex Drive
Tower
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada

Stephen Forbes

Environmental Engineer
Forbes Environmental Engineering
14310 Northbrook Dr. #220
San Antonio, Texas 78232
USA
Tel: 210 495 0475 / 915 585 8699
Fax: 210 495 8708
E-mail: sforbes@forbesenvironmental.com

Johanne Forest

Department of Foreign Affairs and International
Trade
Lester B. Pearson Building, 125 Sussex Drive
Tower
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada

Guy Gagné

Engineer
Environment Canada
351 St-Joseph
Hull, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 994 5787
Fax: 819 994 0007
E-mail: guy.gagne@ec.gc.ca

Michael F. Gallagher

Environment, Science & Technology
Counsellor
Dept. of State U.S. Embassy
490 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1N 1G8
Canada
Tel: 613 688 5214
Fax: 613 688 3087
E-mail: gallaghermf@state.gov

John Ganzi

President
Environment & Finance Enterprise
100 Brighton Ct.
Chapel Hill, North Carolina 27516
USA
Tel: 919 928 0990
Fax: 919 933 1282
E-mail: jganzi@nc.rr.com

Tricia Gerrodette

3327 Eagle Ridge Drive
Sierra Vista, Arizona 85650
USA
Tel: 520 378 4937
E-mail: triciag@mindspring.com

Adam B. Greene

Director of Corporate Responsibility
US Council for International Business
1212 Ave. of the Americas, Suite 2100
New York, New York 10036
USA
Tel: 212 703 5056
Fax: 212 575 0327
E-mail: agreene@uscib.org

Yves Guérard

Conseiller Principal Enjeux Environnementaux
Hydro-Québec
75 René-Lévesque O. 2e Etage
Montréal, Québec H2Z 1A4
Canada
Tel: 514 289 2211 ext 5337
Fax: 514 289 4931
E-mail: guerard.yves@hydro.qc.ca

María Teresa Guerrero

Responsable del area de derechos comunitarios
y ambientales
Comisión de Solidaridad y Defensa de los
Derechos Humanos A.C. COSYDDHAC
Calle Terrazas No 2408
Chihuahua, 31030
México
Tel: 011 52 614 410 3053
Fax: 011 52 614 410 7755
E-mail: kwira@infosel.net.mx

Jennifer Harwood

Director of International Development
The Delph Group
428 Gilmour St.
Ottawa, Ontario K2P 0R8
Canada
Tel: 613 562 2005
Fax: 613 562 2008
E-mail: jharwood@delphi.ca

Monir Hossain

Post Graduate Student
The University of Hull - International Fisheries
Institute
Hull, England
United Kingdom
Tel: 00 44 01482 44 88 28
Fax: 00 44 01482 47 01 29 / 4066205
E-mail: m.h.monir@biosci.hull.ac.uk

Sylvie Houde

Environmental Affairs
Industry Canada
235 Queen Street
Ottawa, Ontario K1A 0H5
Canada
Tel: 613 954 3200
Fax: 613 952 9564
E-mail: houde.sylvie@ic.gc.ca

Don Houston

Director Environmental Programs
Canadian Institute of Child Health
384 Bank Street, Suite 300
Ottawa, Ontario K2P 1Y4
Canada
Tel: 613 230 8838
Fax: 613 230 6654
E-mail: dhouston@cich.ca

Bernadette Hudnell

Environmental Resource Specialist
Mississippi Band of Choctaw Indians
PO Box 6026
Choctaw, Mississippi 39350
USA
Tel: 601 650 7447
Fax: 601 650 9402
E-mail: bhudnell@choctaw.org

Tom Huffaker

Environment, Science & Technology Officer
Dept. of State U.S. Embassy
490 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1N 1G8
Canada
Tel: 613 688 5215
Fax: 613 688 3087
E-mail: huffakertk@state.gov

Paul Hunt

Vice President
Climate Change Central
10303 Jasper Ave. Suite 1560
Edmonton, Alberta T5J 3X6
Canada
Tel: 780 408 4582
Fax: 780 408 4585
E-mail: phunt@climatechangecentral.com

Masud Husain

Deputy Director, Environmental Law Section,
JLOC
Department of Foreign Affairs and International
Trade
Lester B. Pearson Building, 125 Sussex Drive
Tower C-7
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada
Tel: 613 996 4615
Fax: 613 992 6483
E-mail: masud.husain@dfait-maeci.gc.ca

Daniel Jacobs

Visiting Professor
The George Washington University - Dept. of
Political Science
2201 G Street, NW
Washington, DC 20052
USA
Tel: 202 994 7626
Fax: 202 994 7743
E-mail: djacobs@gwu.edu

Robert Jaros

Radio Canada International
P.O. Box 3220 Station C
Ottawa, Ontario K1Y 1E4
Canada
Tel: 613 562 8650
Fax: 613 562 8667
E-mail: robert_jaros@radio-canada.ca

Carlos Karam

Profesor e investigador
Universidad Autónoma de Sinaloa
Josefa Ortiz de Domínguez
Culiacán, Sinaloa 80010
México
Tel: 011 52 667 712 7937
Fax: 011 52 667 713 8686
E-mail: c.karam@cln.megared.net.mx

Robert Kelter

Director of Litigation
Citizens Utility Board
208 nS. La Sawe Suite 1260
Chicago, Illinois 60657
USA
Tel: 312 263 4282
Fax: 312 263 4329
E-mail: rkelter@cuboard.org

Elaine Kennedy

Chair
Cornwall & District Environment Committee
147471 Stormont Rd. 7
RR #1 St. Andrews W., Ontario K0C 2A0
Canada
Tel: 613 936 2240
Fax: 613 936 6062
E-mail: ekennedy@glen-net.ca

Robert Keyes

President
Canadian Council for International Business
350 Sparks St. Suite 501
Ottawa, Ontario K1R 7S8
Canada
Tel: 613 238 4000
Fax: 613 238 7643
E-mail: bkeyes@chamber.ca

Douglas Kristen

Research Analyst
Library of Parliament
Parliamentary Research Branch
Ottawa, Ontario K2G 3X4
Canada
Tel: 613 995 3476
E-mail: douglk@parl.gc.ca

Mario Labonté

Président directeur général
Fondation Les oiseleurs du Québec inc.
625 - C route Lagueux C.P. 5029
St-Nicholas, Québec G7A 1A7
Canada
Tel: 418 836 1066
Fax: 418 836 1279
E-mail: gire@globetrotter.qc.ca

Louise Lauriault

Environment Canada
Terrasses de la Chaudière
10 Wellington St. 25th
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 997 7475
Fax: 819 997 0199

Alejandra León

Directora de Ecología
Dirección de Ecología Municipal
Local B-12 Plaza Fiesta
Mexicali, Baja California
México
Tel: 011 52 686 557 5303
Fax: 011 52 686 557 5303 ext 16
E-mail: aleon@mexicali.gob.mx

Alexander Lofthouse

Policy Analyst
Canadian Council for International Business
350 Sparks Street #501
Ottawa, Ontario K1B 7S8
Canada
Tel: 613 230 5462 ext 225
Fax: 613 230 7087
E-mail: alofthouse@chamber.ca

Alex Long

Legislative Assistant
Office of Charles Caccia, MP
Centre Block
House of Commons 448-N
Ottawa, Ontario K1A 0A6
Canada
Tel: 613 992 2632
Fax: 613 995 8202
E-mail: caccic0@parl.gc.ca

Ron Lyen

Senior Policy Analyst
Natural Resources Canada
580 Booth Street, 20th Floor 20-A7
Ottawa, Ontario K1A 0E4
Canada
Tel: 613 992 8105
Fax: 613 996 0478
E-mail: rlyen@nrcan.gc.ca

Ned Lynch
Consultant
NL Consulting
105 des Ormes Avenue
Aylmer, Québec J9J 1Y2
Canada
Tel: 819 685 1032
E-mail: nlynch@magma.ca

Allison MacNeil-Sparkes
Executive Assistant to the Minister of the
Environment
Environment Canada
10 Wellington St.
Hull, Quebec K1A 0H3
Canada

Luis Manzo
Land Manager
Kivalliq Inuit Association
Po Box 340
Rankin Inlet, Nunavut X0C 0G0
Canada
Tel: 867 645 2810
Fax: 867 645 3855
E-mail: lmanzo@arctic.ca

Geb Marett
Program Associate
Chemical Strategies Partnership
11 Arlington Street
Boston, Massachusetts 02116-3411
USA
Tel: 617 266 5400
Fax: 617 266 8303
E-mail: gmarett@tellus.org

Reynaldo Márquez
Subgerente de Evaluación de Emisiones
Comisión Federal de Electricidad
Colonia Jardines del Pedregal 4155 Piso 4
México, D.F. 09100
México
Tel: 011 52 555 481 3513
Fax: 011 52 555 481 7510
E-mail: rmarqueza@cfe.gob.mx

John Martin
Special Agent
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20004
USA
Tel: 202 564 2529
Fax: 202 301 0540
E-mail: martin.john@epa.gov

Jaime Marulanda
Editor
Eco Latino
P.O. Box 53028
Ottawa, Ontario K1J 8V6
Canada
Tel: 613 565 1345
Fax: 613 565 1349
E-mail: ecolatino@magi.com

Vicky Matson
Operations Manager
MediaQ
500-165 Sparks St.
Ottawa, Ontario K1P 5B9
Canada
Tel: 613 237 3123
Fax: 613 237 9234
E-mail: vmatson@mediaquin.on.ca

John F. McDonald
Secretary, International Air Quality Advisory
Board
International Joint Commission
100 Ouellette Ave. 8th Floor
Windsor, Ontario N9A 6T3
Canada
Tel: 519 257 6712
Fax: 519 257 6740
E-mail: mcdonaldj@windsor.ijc.org

Pedro Medellin-Milán

Jefe

Centro de Investigación y Estudios de Posgrado
CIEP, Universidad Autónoma de San Luis
Potosí UASLP

Facultad de Ciencias Químicas, Manuel Nava
Nº 6

San Luis Potosí, San Luis Potosí 78210

México

Tel: 011 52 444 826 2440 ext 125

Fax: 011 52 444 826 2449

E-mail: pmm@uaslp.mx

Martha Guadalupe Medrano Ibarra

Presidenta

Asociación Pro-Derechos del Animal y
Protección del Medio Ambiente

Río Apozolco, Colonia Las Aguilas No 1316

Zapopan, Jalisco 45070

México

Tel: 011 52 333 587 9557

Fax: 011 52 333 631 1009

E-mail: martha_medrano_aproda@hotmail.com

Peter G. Menyasz

Ottawa Correspondent

The Bureau of National Affairs

Washington, DC 20037

USA

Tel: 613 692 0336

E-mail: pmenyasz@sympatico.ca

Aurora Michel Galindo

Presidente

Sociedad Amigos del Lago de Chapala, A.C.

Ave. Madero Número 202

Chapala, Jalisco 45000

México

Tel: 011 52 376 765 5755m / 766 3110

Fax: 011 52 376 765 5754

E-mail: amigosdelago@hotmail.com

María Guadalupe Miranda

Jefa del Area de Ecosistemas Acuáticos del

Dpto. de Hidrología

Universidad Autónoma Metropolitana -

Iztapalapa

Avenida San Rafael Atlico N° 186

México, D.F. 09340

México

Tel: 011 52 555 804 6478

Fax: 011 52 555 804 4738

E-mail: wendy@xanum.uam.mx

Karl Miville-de-Chène

Caravan Trade

BP 552 Stock Exchange Tower

Montreal, Quebec H4Z 1J8

Canada

Tel: 514 919 0834

Fax: 514 858 5260

E-mail: kmd@caravantrade.biz

Kate Moir

Environment Canada

351 St Joseph Boulevard

Hull, Québec K1A 0H3

Canada

Tel: 819 953 1101

Fax: 819 994 3479

Adam Moser

Policy Analyst

Environmental Affairs - Industry Canada

235 Queen Street

Ottawa, Ontario K1A 0H5

Canada

Tel: 613 954 3014

Fax: 613 952 9564

E-mail: moser.adam@ic.gc.ca

Aziz Mulay-Shah

Public Affairs Coordinator

Canadian Hydropower Association

155 Queen Street Suite 200

Ottawa, Ontario K1P 6L1

Canada

Tel: 613 751 6655 ext 2349

Fax: 613 751 4465

E-mail: aziz@canhydropower.org /

a_mulas4@hotmail.com

Anthony Myres
Senior Science Advisor
Office of Children's Environmental Health
233 Environment Health Centre, Tunney's
Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0L2
Canada
Tel: 613 954 1759
Fax: 613 952 8857
E-mail: tony_myres@hc-sc.gc.ca

Kathleen Nadeau
Senior Policy Analyst
Environment Canada
351 St-Joseph Blvd, 10th Floor
Hull, Québec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 997 3809
Fax: 819 953 7815
E-mail: kathleen.nadeau@ec.gc.ca

Catherine Nagy
Senior Trade Policy Analyst
Department of Foreign Affairs & International
Trade
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada
Tel: 613 996 3152
Fax: 613 944 0679
E-mail: catherine.nagy@dfait-maeci.gc.ca

Alfonso Nieto
Consejero de Prensa
Embajada de México en Canadá
45 O'Connor Street, Suite 1500
Ottawa, Ontario K1P 1A4
Canada
Tel: 613 233 8999

Peter Nikic
Public Affairs
Canadian Chemical Producers' Association
350 Sparks St. Suite 805
Ottawa, Ontario K1R 7S8
Canada
Tel: 613 237 6215
Fax: 613 237 4061
E-mail: pnikic@ccpa.ca

Juan Palma
Profesor
Universidad Nacional Autónoma de México
UNAM
El portillo, Col. Residencial
Villa Coapa No 14
México, D.F. 14390
México
Tel: 011 52 5 622 9413
Fax: 011 52 5 622 9412
E-mail: palma_v@yahoo.com

Marc Paquin
Executive Director
Centre international UNISFERA International
Centre
165, avenue Beverley
Mont-Royal, Québec H3P 1K6
Canada
Tel: 514 734 0225
Fax: 514 734 0264
E-mail: marc.paquin@unisfera.org

Alain Pélissier
Secrétaire-Trésorier
Centrale des Syndicats du Québec
9405 rue Sherbrook Est
Montréal, Québec H1L 6P3
Canada
Tel: 514 356 8888
Fax: 514 356 9999
E-mail: pelissier.alain@csq.qc.net

Ane Marie Pelletier
Environment Canada
10 Wellington 23 Floor
Hull, Québec
Canada

Julie Pelletier
Senior Policy Analyst
Environment Canada
10 Wellington 23 Floor
Hull, Québec
Canada

Alan Penn

Advisor
Cree Regional Authority
277 Duke St. Suite 100
Montreal, Quebec H3Z 2M2
Canada
Tel: 514 861 5837
Fax: 514 861 0760
E-mail: apenn@gcc.ca

Ken Pole

Editor
Environment Policy + Law
1950 Highridge Ave.
Ottawa, Ontario K1H 5H3
Canada
Tel: 613 523 5195
Fax: 613 523 5208
E-mail: ken.pole@sympatico.ca

Stephen Porter

Senior Attorney
Center for International Environmental Law
1367 Connecticut Ave. N° 300
Washington, DC 20036
USA
Tel: 202 785 8700
Fax: 202 785 8701
E-mail: sporter@ciel.org

Denise Proulx

Journaliste
Magazine Recto Verso
2217 Chemin Principal
Saint-Joseph-du-lac, Québec J0N 1M0
Canada
Tel: 450 623 0565
Fax: 450 623 2956
E-mail: proulxd@sympatico.ca

Dianne Pruneau

Professeure Titulaire
Université de Moncton
Faculté des sciences de l'éducation
Moncton, Nouveau-Brunswick E1A 3E9
Canada
Tel: 506 858 4264
Fax: 506 858 4317
E-mail: prunead@umoncton.ca

Jan Rabantek

Civil Affairs Officer
United Nations
E-mail: rabantek@un.org

Alberto Rabilotta Alvarez

Corresponsal
NOTIMEX
753 A Bloomfield Street
Outremont, Québec H2V 3S4
Canada
Tel: 514 272 4921
Fax: 514 272 2866

Laura Esthela Ramírez

Profesora
Universidad Autónoma de México
UNAM
Edf. Pito Perez 404
Col. Villa Panamericana
México, D.F. 04700
México
Tel: 011 525 666 6299
Fax: 011 525 549 5498
E-mail: lerapaez@yahoo.com

Phillip Raphals

Director
Centre Hélios
326 St-Joseph Blvd. East, Suite 100
Montréal, Québec H2T 1J2
Canada
Tel: 514 849 7091
Fax: 514 849 6357
E-mail: raphals@centrehelios.org

François Raynauld

Secretary
NAFTA Secretariat - Canadian Section
90 Sparks Street, Suite 705
Ottawa, Ontario K1P 5B4
Canada
Tel: 613 992 9380
Fax: 613 992 9392
E-mail: raynauldf@nafta-sec-alena.org

Lynne Ree

Senior Advisor, Environment Affairs
Canadian Steel Producers Association
50 O'Connor St. N ° 1425
Ottawa, Ontario K1P 6L2
Canada
Tel: 613 238 6049
Fax: 613 238 1832
E-mail: l.ree@canadiansteel.ca

Elizabeth Rohr

Senior Policy Advisor
Environment Canada
Hull, Québec
Canada
Tel: 819 994 4747
Fax: 819 997 0199
E-mail: beth.rohr@ec.gc.ca

Patricia Ross

Director
Fraser Valley Regional District
8480 Cessna Drive
Chilliwack, British Columbia V2P 7K4
Canada
Tel: 604 702 5000
Fax: 604 792 9684
E-mail: gmcmahon@fvrd.bc.ca

Louise Roy

3855 Avenue Northcliffe
Montréal, Québec H4A 3K9
Canada
E-mail: lrsc@sympatico.ca

Sandra Schwartz

Manager, Child Health Programme
Pollution Probe
63 Sparks St.
Ottawa, Ontario K1P 5A6
Canada
Tel: 613 237 3485
Fax: 613 237 6111
E-mail: sschwartz@pollutionprobe.org

María Fernanda Serea

GIS Officer
Kivallik Inuit Association
P.O.Box 340
Rankir Inlant, Nunavut
Canada

Phil Sharp

Senior Research Fellow
Belfer Center for Science and International
Affairs
10 Magazine Street 611
Cambridge, Massachusetts 02139
USA
Tel: 617 868 5851
Fax: 617 686 6217
E-mail: prsharp@attbi.com

Mario Ramon Silva

Miembro
Colectivo Ecologista Jalisco, A.C.
José María Vigil No 1336
Guadalajara, Jalisco 44280
México
Tel: 011 52 333 342 3270
Fax: 011 52 333 615 0948
E-mail: cej@avantel.net / marios@iteso.mx

Jennifer Smith

Research Post-Graduate
University of Aberdeen
1301 Richmond Ave. #A3
Houston, Texas 77006
USA
Tel: 713 942 2532
Fax: 713 942 2532
E-mail: jennifer.smith@abdn.ac.uk

William J. Snape

Vice President
Defenders of Wildlife
1101 14th St. NW Suite 1400
Washington, DC 20005
USA
Tel: 202 682 9400
Fax: 202 682 1331
E-mail: bsnape@defenders.org

Barry Stemshorn

Environment Canada - Environmental
Protection Service / Service de la protection de
l'environnement
351 St-Joseph Blvd
Hull, Québec
Canada
Tel: 819 997 1575 / 953 2969
Fax: 819 953 9452
E-mail: barry.stemshorn@ec.gc.ca

Bonnie Stowkowy

Vice President - Environment
Canadian Energy Pipeline Association
1650, 801 6th Avenue
S.W. Calgary, Alberta T2P 3W2
Canada
E-mail: stowkowy@cepa.com

Richard Tobe

Vice President
Government Advisory Committee USA
56 Chapin Parkway
Buffalo, New York 14209
USA
Tel: 716 852 2859
Fax: 716 852 2861
E-mail: richt@cfgb.org

Chris Tollefson

Associate Professor
Faculty of Law - University of Victoria
P.O. Box 2400, STN CSC
Victoria, British Columbia V8W 3H7
Canada
E-mail: ctollef@uvic.ca

Luke Trip

Manager, Mercury Programs
Environment Canada
351 St-Joseph Boulevard, 20th Floor
Hull, Québec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 997 1967
Fax: 819 994 5038
E-mail: luke.trip@ec.gc.ca

Margot Venton

Staff Lawyer
Sierra Legal Defence Fund
#214-131 Water St. #131
Vancouver, British Columbia V6B 4M3
Canada
Tel: 604 685 5618
Fax: 604 685 7813
E-mail: mventon@sierralegal.org

Alan Waffle

Environment Canada
4905 Dufferin Street
Downsview, Ontario M3H 5T4
Canada
Tel: 416 739 5854
Fax: 416 739 4797
E-mail: alan.waffle@ec.gc.ca

Dawn Walker

Environmental Projects Coordinator
Canadian Institute of Child Health
384 Bank Street, Suite 300
Ottawa, Ontario K2P 1Y4
Canada
Tel: 613 230 8838
Fax: 613 230 6654
E-mail: dwalker@cich.ca

Cliff Wallis

President
Alberta Wilderness Association
615 Deercroft Wayse
Calgary, Alberta T2J 5V4
Canada
Tel: 403 271 1408
Fax: 403 271 1408
E-mail: deercroft@shaw.ca

Robert Walsh

Live Production Director
CPAC
1750-45 O'Connor St.
Ottawa, Ontario K1P 1A4
Canada
Tel: 613 364 1123
Fax: 613 567 2749
E-mail: rwalsh@cpac.ca

Don Wedge
Vice-President
Stop Environment Group
288 Grosvenor # 5
Westmount, Québec H3Z 2L9
Canada
Tel: 514 934 1662
E-mail: dwedge@sympatico.ca

Carolyn Wild
President
Wild International
24 Kempster Avenue
Ottawa, Ontario K2B 8B2
Canada
Tel: 613 820 6702
E-mail: wild@travel-net.com

C.M. Red Williams
Department of Animal & Poultry Sciences
University of Saskatchewan
72 Campus Drive
Saskatoon, S7N 5B5
Canada
E-mail: williamsch@sask.usask.ca

Tim Williams
Researcher
Library of Parliament
151 Sparks St.
Ottawa, Ontario
Canada
Tel: 613 995 7711
E-mail: willit@parl.gc.ca

Mark Winfield
Director, Environmental / Activity Policy
Director
Pembina Institute
124 O'Connor Suite 505
Ottawa, Ontario K1P 5M9
Canada
Tel: 613 235 6788
Fax: 613 235 8118
E-mail: markw@pembina.org

Chris Wolnik
Executive Director
Canadian Centre for Pollution Prevention
100 Charlotte St.
Sarnia, Ontario N7T 4R2
Canada
Tel: 519 337 3429
Fax: 519 337 3486
E-mail: chris@czpzonline.com

Stephen Wright
Communications Policy Manager
Environment Canada
10 Wellington
Hull, Quebec
Canada
Tel: 819 953 0721
E-mail: stephen.wright@ec.gc.ca

Ken Zarker
Chair
U.S. National Pollution Prevention Roundtable
1906 Kenwood Avenue
Austin, Texas 78704
USA
Tel: 512 239 3145
Fax: 512 239 3165
E-mail: kzarker@tnrcc.state.tx.us

José Zavala
Director Ambiental
Informa, A.C.
Alivio Norte No 28-C
Tijuana, Baja California 22500
México
Tel: 011 52 664 623 3368
Fax: 011 52 664 623 3339
E-mail: jczavala@telnor.net

Lorena Zurita
Emajada de México en Canadá
45 O'Connor Street, Suite 1500
Ottawa, Ontario K1P 1A4
Canada
Tel: 613 233 8999

Mexican Delegation

Víctor Lichtinger

Secretario de Medio Ambiente y Recursos Naturales
SEMARNAT
Periférico Sur No. 4209, 6° piso
Col. Jardines en la Montaña
México, D.F. 14210
Tel: 011 52 5 628 0606
Fax: 011 52 5 628 0644

Rocío Alatorre Eden-Wynter

Directora de Investigación en Sustancias Químicas y Riesgo Ecotoxicológico
SEMARNAT
Instituto Nacional de Ecología
Periférico Sur 5000, Piso 4
Col. Insurgentes Cuicuilco
México, D.F. 04530
Tel: 011 52 555 424 6425
Fax: 011 52 555 624 6404
E-mail: alatorre@ine.gob.mx

María Teresa García Segovia de Madero

Embajadora de México en Canada
Embajada de México en Canada
45 O'Connor Street, Suite 1500
Ottawa, Ontario K1P 1A4
Tel: 613 233 8999 ext 238
Fax: 613 235 9123
E-mail: tmadero@embamexcan.com

Mauricio García Velasco

Director general Adjunto de Asuntos Jurídicos y Multilaterales
SEMARNAT
Av. San Jerónimo 458, Piso 3
Col. Jardines del Pedregal
México, D.F. 01900
Tel: 011 52 555 490 2157
Fax: 011 52 555 490 2194
E-mail: mgarciav@semarnat.gob.mx

Cecilia Jaber

Jefa de Cancillería
Embajada de México en Canadá
45 O'Connor Street, Suite 1500
Ottawa, Ontario K1P 1A4
Tel: 613 233 8999 ext 226
Fax: 613 235 9123
E-mail: cjaber@embamexcan.com

Arnaldo Francisco Martínez Osegueda

Coordinador General de Comunicación Social
SEMARNAT
Boulevard Adolfo Ruiz Cortinez N° 4209
Col. Jardines en la Montaña Tlalpan
México, D.F. 14210
Tel: 011 52 555 631 8383
Fax: 011 52 555 628 0778
E-mail: aosegueda@semarnat.gob.mx

José Israel Núñez Birrueta

Director General Adjunto de Asuntos Regionales, Biodiversidad y Cambio Climático
SEMARNAT
Avenida San Jerónimo 458, piso 3
Col. Jardines del Pedregal
México, D.F. 01900
Tel: 011 525 490 2118
Fax: 011 525 490 2194
E-mail: inunez@semarnat.gob.mx

Olga Ojeda Cárdenas

Titular de la Unidad Coordinadora de Asuntos Internacionales
SEMARNAT
Avenida San Jerónimo 458, piso 3
Col. Jardines del Pedregal
México, D.F. 01900
Tel: 011 525 490 2115/ 2116
Fax: 011 525 490 2194
E-mail: olojeda@semarnat.gob.mx

Guillermo Julio Román Moguel

Director General de Manejo Integral de Contaminantes
SEMARNAT
Av. Revolución N° 1425 Nivel 34
México, D.F. 01040
Tel: 011 52 555 624 3389 - 3390
Fax: 011 52 555 624 3595
E-mail: groman@semarnat.gob.mx

Sergio Sánchez Martínez

Director General de Gestión de la Calidad del
Aire y Registros de Contaminantes

SEMARNAT

Av. Revolución 1425, Nivel 36

Col. Tlacopac

México, D.F. 01040

Tel: 011 52 555 624 3404

E-mail: sesanchez@semarnat.gob.mx

United States Delegation

Christine Todd Whitman

Administrator
U.S. EPA
401 M Street, SW
Mail Code 2660R
Washington, DC 20004
Tel: 202 564 6601
Fax: 202 565 2407

Jocelyn Adkins

Attorney
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Avenue NW
Washington, DC 20460
Tel: 202 564 5424
Fax: 202 564 5412
E-mail: adkind.jocelyn@epa.gov

Catherine Allen

Children's Environment Health International
Program Manager
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Avenue NW
R2660
Washington, DC
Tel: 202 564 6115
Fax: 202 565 2412
E-mail: allen.catherine@epa.gov

Judith E. Ayres

Assistant Administrator
U.S. EPA - Office of International Affairs
1300 Pennsylvania Avenue
MC 2610R
Washington, DC 20004
Tel: 202 564 6600
Fax: 202 565 2407
E-mail: ayres.judith@epa.gov

Oscar Carrillo

International Affairs Specialist
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20004
Tel: 202 564 6423
Fax: 202 565 2411
E-mail: carrillo.oscar@epa.gov

Paul Cough

Director, International Environmental Policy
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20004
Tel: 202 564 6459
Fax: 202 565 2411
E-mail: cough.paul@epa.gov

Wayne D'Angelo

Advance Staff
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20004
Tel: 202 564 6343
E-mail: dangelo.wayne@epa.gov

Vincent DeVito

Senior Policy Advisor for North American
Affairs
U.S. Department of Energy
Washington, DC 20585
E-mail: vincent.devito@hg.doe.gov

Danielle Fidler

Attorney Advisor
U.S. EPA - Office of General Counsel,
International Environmental Law Office
1200 Pennsylvania Ave. NW MC-2313A
Washington, DC 20460
Tel: 202 564 0660
E-mail: fidler.danielle@epa.gov

Lorry Frigerio

International Affairs Specialist
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20004
Tel: 202 564 6407
Fax: 202 565 2411
E-mail: frigerio.lorry@epa.gov

Terry Keating

Air Quality Scientist
U.S. EPA Office of Air and Radiation
1200 Pennsylvania Avenue NW
MC 6103A
Washington, DC 20460
Tel: 202 564 1174
Fax: 202 564 1554
E-mail: keating.terry@epa.gov

John Martin

Special Agent
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20004
Tel: 202 564 2529
Fax: 202 301 0540
E-mail: martin.john@epa.gov

Barbara McLeod

Trade Policy Coordinator
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20460
Tel: 202 564 6474
Fax: 202 565 2918

Tucker McNeil

Personal Assistant
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, 20460
Tel: 202 564 7096
E-mail: mcneil.tucker@epa.gov

David Redlin

Senior Advisor
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20004
Tel: 202 564 6437
Fax: 202 565 2411
E-mail: redlin.david@epa.gov

William Sanders

Office Director, Office of Pollution Prevention
and Toxics
U.S. EPA
1201 Constitution Avenue, NW
Washington, DC 20004-0001
Tel: 202 564 3810
Fax: 202 564 0575
E-mail: sanders.william@epa.gov

Kent Shigetomi

Director for Mexico and NAFTA
Office of the U.S. Trade Representative
600 17th Street, NW
Washington, DC 20508
Tel: 202 395 9459
Fax: 202 395 9517
E-mail: kshigetomi@ustr.gov

Tamara Solari

U.S. EPA
Ariel Rios Building 1200 Pennsylvania Avenue,
NW
Washington, DC
E-mail: solari.tamara@epa.gov

Melinda Tajbakhsh

International Affairs Specialist
U.S. DOI
4401 N. Fairfax Drive Suite 730
Arlington, Virginia 22203
Tel: 703 358 1766
Fax: 703 358 2849
E-mail: melinda_tajbakhsh@fws.gov

Canadian Delegation

The Honourable David Anderson

Minister of the Environment
Environment Canada
28th Floor Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 997 1441
Fax: 819 953 0279
E-mail: david.anderson@ec.gc.ca

Dick Ballhorn

Department of Foreign Affairs and International
Trade
Lester B. Pearson Building
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1A 0G2

Sara Bjorkquist

Policy Advisor to the Minister
Environment Canada
28th Floor Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 953 0739
Fax: 819 953 0279
E-mail: sara.bjorkquist@ec.gc.ca

Rita Cerutti

Manager, CEC Issues
Environment Canada
23rd Floor Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 994 0148
Fax: 819 997 0199
E-mail: rita.cerutti@ec.gc.ca

Jean-François Dionne

Policy Advisor, Americas Branch
Environment Canada
23th Floor, Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 994 6051
Fax: 819 997 0199
E-mail: jeanfrancois.dionne@ec.gc.ca

Christine Guay

Director General - International Relations
Directorate
Environment Canada
23th Floor Terrasses de la Chaudière
10 rue Wellington
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 994 4404
Fax: 819 994 6227
E-mail: christine.guay@ec.gc.ca

Daryl Hanak

International Trade Counsel
Ministry of International and Intergovernmental
Relations, Government of Alberta
12th Floor, Commerce Place, 10155 -102nd St.
NW
Edmonton, Alberta T5J 1G8
Tel: 780 422 1339
Fax: 780 427 0699
E-mail: daryl.hanak@gov.ab.ca

Tudor Hera

Environmental Law Section, JLOC
Department of Foreign Affairs and International
Trade
Lester B. Pearson Building
125 Sussex Drive Tower C-7
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Tel: 613 992 1990
Fax: 613 992 6483
E-mail: tudor.hera@dfait-maeci.gc.ca

Marie-Josée Langlois

Environment Canada
Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 997 3640
Fax: 819 953 5053

Louise Lapierre

Conseillère
Ministère de l'environnement, Direction des
affaires intergouvernementales
675 Boul. René-Levesque E. 6 étage
Québec, Québec G1R 5V7
Tel: 418 521 3828 ext 4105
Fax: 418 644 4598
E-mail: louise.lapierre@menv.gouv.qc.ca

Jenna Mackay-Alie

Director, Americas Branch
Environment Canada
23th Floor Terrasses de la Chaudière
10 rue Wellington
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 994 1670
Fax: 819 997 0199
E-mail: jenna.mackay-alie@ec.gc.ca

Alan Nymark

Deputy Minister
Environment Canada
Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street 10 Wellington Street
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 994 5020
Fax: 819 953 6897

Luc Pamerleau

Health Canada
Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0K9
Tel: 819 941 3136
Fax: 819 941 9675

Rod Raphael

Director General, Safe Environments Program
Health Canada
E.H.C. Building 8, Tunney's Pasture 0801B1
Ottawa, Ontario K1A 0L2
Tel: 613 954 0291
Fax: 613 952 2206
E-mail: rod_raphael@hc-sc.gc.ca

Martin Roy

Coordinator, Environmental Cooperation
Agreements
Department of Foreign Affairs and International
Trade
Lester B. Pearson Building
125 Sussex Drive Tower C-4
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Tel: 613 996 5451
Fax: 613 995 9525
E-mail: martin.roy@dfait-maeci.gc.ca

Cathryn Sauvé

International Communications
Environment Canada
25th Floor, Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 994 1032
Fax: 819 953 6831
E-mail: katherin.sauve@ec.gc.ca

Norine Smith

Alternate Representative
Environment Canada
23rd Floor Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: 819 997 4882
Fax: 819 953 5981
E-mail: norine.smith@ec.gc.ca

Barry Stemshorn

Environment Canada - Environmental
Protection Service / Service de la protection de
l'environnement
351 St-Joseph Blvd
Hull, Québec
Tel: 819 997 1575 / 953 2969
Fax: 819 953 9452
E-mail: barry.stemshorn@ec.gc.ca

JPAC

CANADA

Cam Avery

Director of Public Affairs
B.C. Gas
24th Floor, 1111 West Georgia
Vancouver, British Columbia V6E 4M4
Tel: 604 443 6603
Fax: 604 443 6614
E-mail: cavery@bcgas.com

Ann Bourget

432, St-Olivier #4
Québec, Québec G1R 1G7
Tel: 418 691 7140
Fax: 418 691 2321
E-mail: ann.bourget@vivreenville.org

Merrell-Ann Phare

Executive Director-Legal Counsel
Centre for Indigenous
Environmental Resources
3rd Floor, 245 McDermot Ave
Winnipeg, Manitoba R3B 0S6
Tel: 204 956-0660
Fax: 204 956-1895
E-mail: maphare@cier.ca

Donna Tingley

Executive Director
Clean Air Strategic Alliance
9th Floor, 106th Street
Suite 9940
Edmonton, Alberta T5K 2N2
Tel: 780 427-9793
Fax: 780 422-3127
E-mail: dtingley@casahome.org

Liette Vasseur

Professor
University of Moncton
K.C. Irving Chair in Sustainable Development
Pierre Armand Landry Pavilion
Moncton Campus
Moncton, New Brunswick E1A 3E9
Tel: 506 858-4152
Fax: 506 863-2000
E-mail: vasseurl@umoncton.ca

MEXICO

Gustavo Alanís-Ortega

Presidente
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Atlixco No. 138
Colonia Condesa
México, D.F. 06140
Tel: 011 52 555 286 3323
Fax: 011 52 555 211 2593
E-mail: galanis@cemda.org.mx

Mindahi Crescencio Bastida-Muñoz

Presidente
Consejo Mexicano para el Desarrollo
Sustentable
Coordinator
Consejo Regional Otomi del Alto Lerma
Lázaro Cárdenas Norte No. 125
San Pedro Tultepec
Lerma, Estado de México 52030
Tel: 011 52 728 282 0469
Fax: 011 52 728 282 0469
E-mail: mindahi@prodigy.net.mx

Adriana Nelly Correa Sandoval

Profesor Investigador
Centro de Calidad Ambiental
ITESM Campus Monterrey
Av. Eugenio Garza Sada No. 2501 Sur
Monterrey, Nuevo León 64849
Tel: 011 52 818 328 4032 / 83581400 ext 5266,
5268
Fax: 011 52 818 359 6280
E-mail: ancorrea@campus.mty.itesm.mx

Carlos Sandoval

President
Consejo Nacional de Industriales Ecologistas
Gabriel Mancera No. 1141
Col. Del Valle
México, D.F. 03100
Tel: 011 52 5 559 1915
Fax: 011 52 5 575 2337
E-mail: ecologia@conieco.com.mx

Laura Silvan de Durazo
Directora
Proyecto Fronterizo de Educación Ambiental
Paseo Estrella del Mar No. 1025 – 2A
Sección Coronado
Playas de Tijuana, Baja California 22200
Tel: 011 52 664 630 0590 o 664 630 9281
Fax: 011 52 664 630 0590
E-mail: laurie@proyectofronterizo.org.mx

USA

Peter Berle
Mail address:
P.O. Box 881
Stockbridge, Massachusetts 01262
For FedEx only:
230 Monument Valley Road
Great Barrington, Massachusetts 01230
Tel: 413 298 0061
Fax: 413 298 0069
E-mail: pberle@audubon.org

Steve Owens
Senior Counsel
Beshears Muchmore Wallwork, Chartered
2700 North Central Avenue Suite 1225
Phoenix, Arizona 5004
Tel: 602 240 6652
Fax: 602 240 6697
E-mail: owens@bmwlawyers.com

Jonathan Plaut
JPAC Chair for 2002
3 Ashland Road
Summit, New Jersey 07901
Tel: 908 273 4127
Fax: 908 273 6836
E-mail: jplaut@aol.com

Serena Wilson

9100 Mill Creek Landing
Great Falls, Virginia 22066
Tel: 703 759 4642
Fax: 703 759 7897
E-mail: wilsonserena@juno.com

John Wirth
President
North American Institute
708 Paseo de Peralta
Santa Fe, New Mexico 87501
Tel: 505 982 3657
Fax: 505 983 5840
E-mail: jdworth@stanford.edu

CEC

Julie-Anne Bellefleur

Council Secretary
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4310
Fax: 514 350 4314
E-mail: jabellef@ccemtl.org

Daniel Brevé

Public Participation Coordinator
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4368
Fax: 514 350 4345
E-mail: dbreve@ccemtl.org

Chantal Line Carpentier

Program Manager, Environment , Economy and
Trade Program
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4336
Fax: 514 350 4314
E-mail: carpentier@ccemtl.org

Nathalie Daoust

Executive Assistant
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4318
Fax: 514 350 4306
E-mail: ndaoust@ccemtl.org

Eduardo Delgadillo

Director of Administration and Finances
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4354
Fax: 514 350 4314
E-mail:

Malika Elhadj

Communications Assistant
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4347
Fax: 514 350 4314
E-mail: melhadj@ccemtl.org

Riccardo Embriacco

Controller
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4356
Fax: 514 350 4314
E-mail: rembriaco@ccemtl.org

Janine Ferretti

Executive Director
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4318
Fax: 514 350 4314
E-mail: ndaoust@ccemtl.org

Geoffrey Garver

Director, Submissions on Enforcement Matters
Unit
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4304
Fax: 514 350 4314
E-mail: dmillan@ccemtl.org

Yamirka Gómez

Council Secretary Assistant
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4349
Fax: 514 350 4314
E-mail: yamirkag@ccemtl.org

Ignacio González

Program Manager, Law and Policy Program
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4324
Fax: 514 350 4314
E-mail: gonzalez@ccemtl.org

Hernando Guerrero

Director, Mexico Liaison Office
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 011 52 5 659 5021
E-mail: guerrero@cec.org

Hans Herrmann

Head of Conservation of Biodiversity Program
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4340
Fax: 514 350 4314
E-mail: hherrman@ccemtl.org

Jürgen Hoth

Program Manager, Conservation of Biodiversity
Program

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4307

Fax: 514 350 4314

E-mail: jhoth@cceemtl.org

Douglas Kirk

Managing Editor, English

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4352

Fax: 514 350 4314

E-mail: dkirk@cceemtl.org

Raymonde Lanthier

Managing Editor, French

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4322

Fax: 514 350 4314

E-mail: rlanthier@cceemtl.org

Evan Lloyd

Director, Communications

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4308

Fax: 514 350 4314

E-mail: elloyd@cceemtl.org

Miguel López

Managing Editor, Spanish

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4358

Fax: 514 350 4314

E-mail: mlopez@cceemtl.org

Paul Miller

Program Manager, Air Quality

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4326

Fax: 514 350 4314

E-mail: pmiller@cceemtl.org

Jocelyne Morin

Assistant to the JPAC Liaison Officer

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4366

Fax: 514 350 4313

E-mail: jmorin@cceemtl.org

Katia Opalka

Legal Officer, Submissions on Enforcement
Matters Unit

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4337

Fax: 514 350 4313

E-mail: kopalka@cceemtl.org

Liliana Paz-Miller

Meeting Services Coordinator

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4313

Fax: 514 350 4345

Manon Pepin

JPAC Liaison Officer

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4300

Fax: 514 350 4314

E-mail: mpepin@cceemtl.org

Erica Phipps

Program Manager, Technical Cooperation

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4323

Fax: 514 350 4314

E-mail: ehipps@cceemtl.org

Carla Sbert

Legal Officer, Submissions on Enforcement
Matters Unit

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4321

Fax: 514 350 4314

E-mail: csbert@cceemtl.org

Victor Shantora

Interim Director of Programs

Head Pollutants and Health

Commission for Environmental Cooperation

Tel: 514 350 4355

Fax: 514 350 4314

E-mail: vshantora@cceemtl.org

José Carlos Tenorio Marañón

Program Manager
Sound Management of Chemicals
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4372
Fax: 514 350 4314
E-mail: jctenorio@ccemtl.org

Carlos Valdés Casillas

Program Manager, Environmental Informatics
and Bioinformatics
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4348
Fax: 514 350 4314
E-mail: cvaldes@ccemtl.org

Scott Vaughan

Head of Environmet, Economy and Trade
Program
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4302
Fax: 514 350 4314
E-mail: svaughan@ccemtl.org

Tim Whitehouse

Head, Law and Policy Program
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314

Doug Wright

Director of Programs
Commission for Environmental Cooperation
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314



AVIS AU CONSEIL N^o 02-08

Objet : Possibilités de renforcement des capacités et de sensibilisation du public dans le cadre du programme de gestion rationnelle des produits chimiques

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord;

EN CONFORMITÉ avec le paragraphe 16(4) de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, qui stipule que le CCPM « pourra fournir des avis au Conseil sur toute question relevant du présent accord, [...] ainsi que sur [sa] mise en oeuvre et [son] développement [...]. Il pourra exercer telles autres fonctions que lui confiera le Conseil »;

RAPPELANT que, dans son avis au Conseil n^o 01-08, il a indiqué qu'il consulterait le public, au cours de la session ordinaire du Conseil de 2002, sur les possibilités de renforcement des capacités et de sensibilisation que pourrait offrir le programme de gestion rationnelle des produits chimiques (GRPC);

AYANT TENU deux réunions publiques des plus fructueuses sur ces sujets parallèlement à la session ordinaire du Conseil, et ayant tiré parti de réflexions constructives et d'observations éclairées visant toutes à mieux faire comprendre la complexité et les enjeux des efforts déployés pour renforcer efficacement les capacités et élaborer des stratégies de sensibilisation;

RECONNAISSANT l'importance de passer du stade de la discussion à des recommandations plus concrètes pour que le Conseil les prenne en considération;

FORMULE les suggestions qui suivent dans une optique de progrès :

- Il faut coordonner étroitement les efforts destinés à renforcer les capacités et la sensibilisation dans le cadre du programme de GRPC. Le renforcement des capacités du public va de pair avec sa sensibilisation et inversement. Les activités dans ces deux domaines devraient être le fruit d'un dialogue entre la société civile et les gouvernements, et ne pas être imposées par les dirigeants. Cela réclamera quelques changements institutionnels quant à la manière d'entreprendre les tâches en matière de GRPC.
- Comme le recommande l'avis du CCPM au Conseil n^o 01-08, le Groupe de travail sur la GRPC (qui comprend exclusivement des représentants gouvernementaux) et ses divers groupes d'étude devraient être plus ouverts à une participation élargie des intervenants. Il faudrait grossir le nombre d'intervenants qui participent déjà à ces groupes pour qu'ils comptent des représentants d'organisations non gouvernementales de l'environnement

- (ONGE), de l'industrie et du secteur privé, d'universités, d'autres paliers de gouvernement et du grand public. Il serait par ailleurs nécessaire de concevoir un processus explicite, structuré et totalement transparent établissant le mode de nomination et de sélection des intervenants, et définissant clairement leurs fonctions, leur rôle et leur niveau de responsabilité.
- Il faudra déployer des efforts particuliers pour trouver et solliciter la contribution d'entités locales et traditionnelles ayant le pouvoir de décider dans un cadre externe à celui des pouvoirs publics, comme l'a déjà suggéré l'avis au Conseil n° 99-05. Il s'agit d'une approche indispensable pour pouvoir travailler de concert avec des populations autochtones et des collectivités rurales.
- Les défis que suscitent le renforcement des capacités et la sensibilisation ne se limitent pas à un seul des trois pays. Chacun d'eux devrait instaurer un ensemble de normes renforcées relativement à ces deux domaines qui prévoiraient, notamment, l'évaluation et l'application des meilleures méthodes et techniques et des formules culturelles des plus adéquates.
- Lorsque les groupes d'étude compétents en matière de GRPC préconisent de restreindre ou d'interdire l'utilisation de substances déterminées, on doit veiller à ce que les substances de rechange soient sans danger pour la santé humaine et l'environnement. Grâce au renforcement des capacités et à la sensibilisation du public, la participation accrue de ce dernier aux activités contribuera aux efforts déployés à cette fin.
- Les ressources financières peuvent limiter l'ampleur des nouvelles activités de la CCE et du programme de GRPC en matière de renforcement des capacités et de sensibilisation. Il est donc très important que les responsables du programme de GRPC collaborent avec des groupes qui sont déjà dotés de réseaux de sensibilisation, notamment les ONGE, l'industrie et le secteur privé, les administrations locales, les universités et les organisations autochtones, les associations professionnelles et d'autres entités qui se consacrent à l'enseignement, à la santé et à la pollution par des substances chimiques.
- Le fait de travailler avec ces réseaux facilitera l'inventaire de documents et de renseignements pertinents qui permettront de sensibiliser et de faire participer la société civile aux activités. Le choix des outils de sensibilisation devrait se fonder sur les capacités disponibles et tenir compte des techniques d'information existantes, du niveau d'instruction, de la langue locale et des usages culturels, de même que d'autres facteurs qui influent sur la capacité de la société civile de participer activement et utilement au processus de GRPC. Les progrès accomplis au Mexique en vue d'éliminer complètement l'emploi du DDT constituent un exemple probant du modèle en vertu duquel le public, grâce aux partenariats et à la coopération aux échelles régionale et locale, se dote de moyens d'action en s'informant et en se donnant un but collectif.

Autres questions :

- Les responsables du programme de GRPC devraient être mieux informés et davantage sensibilisés quant aux impératifs d'une approche globale de leurs travaux sur la sélection des substances, sur l'établissement et la mise en œuvre de plans d'action régionaux nord-américains (PARNA) et sur les activités de surveillance et d'évaluation afin que ces travaux

tiennent compte des besoins et des réalités des populations et des milieux naturels touchés par la pollution.

- Les responsables du programme de GRPC devraient mettre sur pied un processus efficace pour surveiller l'élimination et le devenir des stocks actuels de substances chimiques, comme le DDT, dont l'utilisation est restreinte ou interdite.
- Comme le mentionne en détail l'avis au Conseil n° 02-01 sur la santé des enfants et l'environnement en Amérique du Nord, il est essentiel de coordonner les activités du programme de GRPC avec celles du projet sur la santé des enfants. À ce sujet, le CCPM réitère sa recommandation d'établir un PARNA relatif au plomb.
- Le groupe de travail sur la GRPC devrait continuer de déployer des efforts afin de trouver des fonds auprès d'autres sources pour appuyer la mise en oeuvre des PARNA.

ADOPTÉ LE 3 JUILLET 2002



AVIS AU CONSEIL N° 02-09

Objet : La Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord et le chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord :

EN CONFORMITÉ avec le paragraphe 16(4) de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE), qui stipule que le CCPM « pourra fournir des avis au Conseil sur toute question relevant du présent accord, [...] ainsi que sur [sa] mise en oeuvre et [son] développement [...]. Il pourra exercer telles autres fonctions que lui confiera le Conseil »;

RAPPELANT que, dans son avis au Conseil n° 02-04, en date du 8 mars 2002, il a notamment exprimé de sérieuses inquiétudes quant au fait que les dispositions du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) puissent entraver le pouvoir des gouvernements d'agir dans l'intérêt du public, et qu'il a recommandé plusieurs mesures à ce sujet, mesures qui sont davantage détaillées dans le présent avis;

RAPPELANT au Conseil qu'il n'a reçu aucune réponse à son avis n° 02-04, malgré l'importance que le CCPM et le public accordent à cette question, comme il ressort des échanges de vues et d'information substantiels auxquels a donné lieu la séance publique du Comité sur le sujet, tenue le 18 juin 2002 dans le cadre de la session ordinaire du Conseil, à Ottawa;

SE FONDANT sur la prémisse que le chapitre 11 de l'ALÉNA est destiné à susciter des investissements transfrontaliers en minimisant les risques pour les investisseurs, mais qu'il peut présenter un risque, selon les informations recueillies au cours de la séance publique du CCPM, pour ce qui est du pouvoir des gouvernements de légiférer en vue de protéger l'environnement, la santé humaine et l'intérêt du public, en général;

TENANT COMPTE des échanges avec le public et des discussions entre les membres du Comité au cours de leur session ordinaire, il recommande les mesures concrètes suivantes que le Conseil pourrait prendre dans le cadre de ses obligations découlant du paragraphe 10(6) de l'ANACDE, à savoir « [coopérer] avec la Commission du libre-échange de l'ALÉNA en vue de la réalisation des buts et objectifs environnementaux de l'ALÉNA » :

1. Tout en reconnaissant qu'il est aussi délicat que complexe de gérer la réduction des risques pour les investisseurs et de minimiser les risques pour le bien public et l'environnement, le Conseil devrait inciter ses homologues du commerce à tout mettre en

2. œuvre pour régler les différends en recourant à une méthode d'interprétation (des dispositions du chapitre 11) qui se fonde sur des principes de transparence, d'application équitable de la loi, d'ouverture et de reddition de comptes.
3. À titre de suivi à sa déclaration faite à l'issue de sa session ordinaire de juin 2001, à Guadalajara, et conformément au paragraphe 10(6) de l'ANACDE, le Conseil devrait « [étudier] de concert avec [ses] homologues du commerce la possibilité d'organiser une réunion conjointe, [...] en 2003 »;
4. À titre de suivi à sa déclaration faite à l'issue de sa session ordinaire de juin 2002, à Ottawa, selon laquelle le Conseil prendrait « les mesures qui s'imposent pour faciliter la contribution du public aux travaux sur le chapitre 11 de [l'ALÉNA] qu'a déjà entrepris un groupe de spécialistes de la Commission du libre-échange¹ » et « [travaillerait] de concert avec [ses] homologues du commerce afin d'instaurer une tribune où les parties intéressées peuvent exprimer leurs vues sur les dispositions et l'application de ce chapitre », le Conseil devrait prendre les dispositions voulues avec ses homologues du commerce afin que le groupe de spécialistes du chapitre 11 de la Commission du libre-échange fasse appel à la participation du CCPM et du public, qu'un représentant du CCPM soit invité en tant qu'observateur aux réunions du groupe et que les rapports établis par le groupe soient rendus publics.
5. Le Conseil est prié de confirmer au CCPM que les fonctionnaires de l'environnement et du commerce, qui forment le groupe que la CCE a constitué aux termes du paragraphe 10(6) de l'ANACDE, et le groupe de spécialistes du chapitre 11 de la Commission du libre-échange seront invités à présenter chacun un rapport lors du deuxième atelier public du CCPM sur le chapitre 11 de l'ALÉNA, atelier qui se tiendra parallèlement au Symposium de la CCE sur les liens entre l'environnement et le commerce, prévu en mars 2003. Cet atelier devrait être axé principalement sur les principes de transparence, d'application équitable de la loi, d'ouverture et de reddition de comptes mentionnés ci-dessus, et sur les paramètres éventuels des exceptions applicables à l'environnement, à la santé et à la sécurité (l'« exclusion ») dont la gestion relèverait des Parties. À cette fin, il sera nécessaire d'attribuer au CCPM des ressources financières supplémentaires pour 2003.

ADOPTÉ LE 16 JUILLET 2002

¹ Déclaration commune de la Commission du libre-échange de l'ALÉNA : « Les fondements de la croissance – Après nous être penchés sur le fonctionnement du chapitre 11 de l'ALÉNA, nous avons demandé aux spécialistes de poursuivre leur examen de la mise en œuvre et du fonctionnement du chapitre 11 et d'élaborer des recommandations au besoin. [...] Les spécialistes feront rapport aux ministres de manière régulière et, au minimum, d'ici la prochaine réunion de nos sous-ministres à l'automne 2002. À notre avis, ce travail est nécessaire et fort profitable pour la mise en œuvre de ce chapitre ainsi que pour permettre au public de mieux comprendre comment il fonctionne. » (28 mai 2002)